

# **POUVOIRS PUBLICS ET POLITIQUE DES REVENUS**

Jean Luc Demeulemeester  
UNIVERSITE LIBRE DE BRUXELLES

# DEFINITIONS ET OBJECTIFS

- Titre du cours: années 70
  - contexte « keynésien » (la fin...):
    - Croyance au rôle bénéfique de l'intervention de l'état dans l'économie
    - « fine tuning » (règlage fin) des évolutions conjoncturelles
    - Croyance aussi en la nécessité de soutenir la demande agrégée en répartissant adéquatement le pouvoir d'achat
  - Après 80: consensus libéral (dérégulation)
  - Dans un sens cours daté... mais est-ce si sûr?

# POLITIQUES DE REVENUS = ?

- Politique des revenus => politique des PRIX et des REVENUS
- Politique des prix et des revenus => CONTRÔLE des prix et des revenus
- Définition de Guy Quaden:
  - « La politique des revenus consiste en la DEFINITION, la PUBLICATION et l'APPLICATION CONTROLÉE de NORMES pour l'EVOLUTION DES DIFFERENTES CATEGORIES DE REVENUS, compte tenu des objectifs généraux de la POLITIQUE ECONOMIQUE » (Guy QUADEN, Politique économique, nouvelle édition, Bruxelles, Labor, 1990, p. 243)

- « Par POLITIQUE DES PRIX au sens strict, on entend le CONTRÔLE DES PRIX DES SEULS PRODUITS. Elle ne concerne donc pas les PRIX DES FACTEURS DE PRODUCTION (salaires, honoraires, dividendes, taux d'intérêt...) dont le contrôle relève de la politique des revenus » (Guy Quaden, 1990, p. 243)
- POINT COMMUN: idée d'un contrôle nécessaire (laisser faire pas optimal)
- IDEE DES « MARKET FAILURES » (si les marchés étaient parfaits, tout serait optimal) mais aussi préoccupations plus macroéconomiques: l'inflation (très années 70: STAG-FLATION) => justifications MICRO et MACRO des interventions

- **Guy QUADEN (actuel gouverneur de la BNB):**
  - « L'intervention de l'ETAT en matière de prix et de revenus se fonde sur la constatation que les PRIX des biens et de services ainsi que les salaires se fixent non pas sur des marchés pleinement concurrentiels MAIS bien sur des marchés où opèrent de GRANDES FIRMES et de PUISSANTS SYNDICATS. L'analyse des IMPERFECTIONS DES MARCHES et de leurs conséquences se trouve donc à la base des justifications avancées pour ces politiques, principalement appliquées dans ces périodes où l'inflation fait problème » (Guy QUADEN, 1990, p. 233)
- **Réformes libérales: créer de « vrais » marchés (p.ex. UK: casser les syndicats) + politique de lutte contre l'inflation => politique des revenus = passé?**

- Années 90: inflation vaincue (FMI, 1996 et Nagels, 2000, p. 636)
  - C'est le premier objectif des politiques économiques libérales qui voient dans les marchés et donc les PRIX (signaux de rareté) les variables centrales pour assurer la bonne allocation des ressources

	1992	1994	1996	1998
ALLEMAGNE	5.5	2.3	1.7	0.6
FRANCE	2.1	1.3	1.9	0.4
SUEDE	1.0	3.0	3.2	0.1
BELGIQUE	3.5	2.6	2.8	0.7

- INFLATION VAINCUE aussi dans le cadre de la « marche vers l’Euro » (un des critères dits de Maastricht, cf. Traité du même nom, février 1992)
- En Belgique, en 1999, selon Rapport BNB:
  - Indice IPCH (Indice des Prix à la Consommation Harmonisé): + 1.1% (r.t. 0.9% in 1998)
  - Indice-santé (initiative de Dehaene 1993: on exclut de l’indice les prix des tabacs, alcools, essence et diesel): + 0.9% (r.t. 1.3% in 1998)
  - 2000: higher inflation rate due to oil prices: + 2.6%

- Les politiques de revenus semblent appartenir au passé:
  - Comme politiques d’accompagnement des politiques de relance keynésienne... car Keynes est mort
  - Comme politiques anti-inflationnistes car l’inflation est vaincue
- Depuis 1990: très peu de publications sur le sujet:
  - Dernier « Que sais-je? » sur le sujet: 1991 (épuisé)
  - Dernière étude de l’OCDE: 1980 – Prospectives Economiques de l’OCDE, juillet: « Politique des revenus en théorie et en pratique »

- QUELQUES OUVRAGES PLUS RECENTS EN FRANCAIS:
  - BOYER, R. et R. DORE (1994), *Les politiques de revenu en Europe*. Paris, La Découverte.
  - SANDRETTO, R. (1994), *Rémunérations et répartition des revenus*. Paris, Hachette (un seul chapitre sur les politiques de revenu stricto sensu)
- AUTEURS: souvent des hétérodoxes (écoles qui contestent les postulats de l'économie néo-classique dominante), plutôt orientés à gauche...

# EXCURSUS HISTORIQUE: le tournant libéral depuis 1980

- Avant 1914: modèle dominant en Europe et USA = libéralisme économique
- 1914-1989: «le court 20<sup>ième</sup> siècle » (Hobsbawn)
  - 1914-1918: guerre mondiale + révolution russe
  - 1919-1922: octroi du suffrage universel => politiques économiques et sociales plus « responsive » aux besoins du plus grand nombre
  - 1929-1933 (1939): grande crise et échec des politiques de laisser faire

- 1933: choix de politiques plus interventionnistes aux USA (New Deal), Allemagne (nazi), Italie (fasciste)
- Succès apparent du modèle stalinien
- 1936: Keynes théorise une nouvelle vision, macroéconomique, de l'économie et du rôle contre-cyclique des interventions de l'Etat
- 1939-1945: guerre mondiale
- 1944-1945: victoire alliée (y compris URSS) + poids important des mouvements ouvriers + influence keynésienne (et beveridgienne): consensus fordiste (politique économique keynésienne; soutien à la demande agrégée et au pouvoir d'achat)

- A la production de masse (rendue possible dès 1915 avec le modèle fordiste de production à la chaîne) doit répondre une consommation de masse assurée grâce à une stabilisation des contrats de travail, les assurances sociales et la gestion macro de l'économie par l'état (stabilisation, cf. Musgrave 1959)
- 1945-1975: succès de ces politiques, « Trente Glorieuses » (Jean Fourastié) dans un monde « fermé » sur Europe de l'ouest et USA
- Fin des années 60: déséquilibres économiques (guerre du Vietnam, fin de Bretton Woods en 1971, rentabilité des entreprises en berne, solde budgétaire et commercial US en danger...)

- 1973: choc pétrolier (pouvoir des pays du sud en hausse) => prix du pétrole multiplié par 4 en octobre
- Croissance économique cassée: de 4-5% sur 1945-1973 on passe ensuite à 2%
- Concurrence accrue des pays du sud (voitures japonaises, sidérurgie en Amérique latine, Corée...)
- Hausse du chômage, désindustrialisation, perte de compétitivité des pays du Nord
- Foi dans les politiques keynésiennes se perd
- Monétaristes et « nouveaux classiques » proposent des politiques monétaristes et budgétaires restrictives et des politiques de l'offre

- 1979-1980: élections de Thatcher (1979) en Grande-Bretagne et Ronald Reagan (1980) aux USA
- Echo en Europe: Belgique – gouvernement de centre-droit Martens (CVP)-Gol (PRL) en décembre 1981
- Exception française de 1981 à 1983
- Paradigme keynésien remplacé par les politiques néolibérales: restauration des marchés, politiques conjoncturelles abandonnées, politiques structurelles (éducation, marché du travail...), ouverture commerciale (OMC en 1994), fin de l'état-providence?
- Crise des subprimes (dès 2007), faillite de la banque Lehmann Brothers le 15 septembre 2008: vers une nouvelle ère plus « interventionniste »?

- **CONCLUSION: POLITIQUE ECONOMIQUE**
  - Les politiques de revenu constituent un des volets des politiques économiques (et sociales)
  - Elles sont donc influencées par:
    - Le contexte politique plus large et donc aussi idéologique
    - Le contexte économique (la réalité économique, les problèmes de l'heure)
    - L'état de la science économique (elle-même influencée par les deux points précédents)
    - Les rapports de force entre groupes socio-économiques (travail –capital mais aussi travail qualifié et non-qualifié...)

# AUTRES DEFINITIONS DE LA POLITIQUE DES REVENUS?

- Celle de Jean Boissonat, La politique des revenus. Paris, Seuil, 1966, p. 121:
  - « La politique des revenus touche à la REPARTITION, non pas de loin comme une décision d'investir, ou obliquement comme l'inflation, ni après coup, comme la fiscalité ou la sécurité sociale. Non, elle prétend atteindre le revenu SUR LE LIEU MEME DE SA NAISSANCE, au moment précis où il rétribue un travail, une propriété, ou une innovation. Car son originalité par rapport à toutes les interventions dans le domaine des revenus est de ne pas attendre que les erreurs soient faites pour les corriger. Avec le sentiment qu'entre l'erreur et la correction, un mal irréparable se produit: les coûts gonflés, poussent les prix en avant. L'équilibre économique est compromis. Pour le rétablir, il ne reste plus qu'à compromettre l'expansion »

- **COMMENTAIRES:**

- Action des pouvoirs publics visant à agir sur la **FORMATION** de tout ou partie des **REVENUS PRIMAIRES** des agents (donc: **AVANT** impôts et contributions sociales)
- **REVENUS PRIMAIRES**: ceux distribués au moment même où ils rémunèrent les **SERVICES PRODUCTIFS** des facteurs de production (K et L)
- Toujours l'idée du risque d'inflation (par les coûts de production)
- Allusion au « stop and go » (notamment au Royaume-Uni jusque 1979)

# CLIVAGES PAR RAPPORT A LA POLITIQUE DE REVENUS?

- *Clivage entre ceux qui les voient comme appartenant à l'histoire ancienne et les autres*
  - Pour certains, il s'agit de politiques d'accompagnement des politiques de relance keynésienne ou politiques anti-inflation. Elles auraient été d'actualité (Lecaillon et Morrisson, 1991) dans l'immédiat après-guerre, au début des années 60, entre 1968 et 1972, après le premier choc pétrolier MAIS plus après !

- Pour d'autres, ce sont des politiques de type général applicables de nos jours encore (et appliquées même si ce n'est pas avoué)
  - Par exemple les politiques de libre marché (casser le pouvoir des syndicats) et de modération salariale (dans les années 90 en Belgique: plan global, indice-santé imaginé par Dehaene...) voire la politique de la Banque Centrale Européenne elle-même seraient des politiques de revenus qui ne disent pas leur nom et favorisent les titulaires de revenus des capitaux ou des rentes au détriment des salariés, dans le cadre de politiques néolibérales qui ne voient en ces derniers que des outils de production (dont le coût doit être minimisé) et pas des moteurs de l'activité économique (comme le capital)

- *Clivage entre ceux qui sont allergiques à toute politique des revenus et les autres*
  - Participe du grand clivage doctrinal entre tenants du « laisser faire » (vision libérale sceptique par rapport aux interventions de l'Etat dans l'économie autres que celles qui visent la restauration de marchés aussi purs que possibles) et « interventionnistes » (keynésiens et socio-démocrates qui croient à un espace possible pour des interventions macroéconomiques bénéfiques)
  - Pour un libéral (par exemple à la David Ricardo, 1817): restaurer un vrai marché du travail

- La bonne politique des revenus est celle qui vise la restauration de la totale flexibilité des salaires basée sur un fonctionnement libre du marché du travail. Cela devrait déboucher sur la formation des « vrais prix » de la force de travail et la suppression du chômage (toujours en fin de compte « volontaire » dans cette vision). Les contrôles des prix et des salaires (par exemple via l'instauration d'un salaire minimum) ne peut mener qu'à des déséquilibres de marché (chômage) et de l'économie toute entière
- Pour un KEYNESIEN, on ne croit pas à la tendance spontanée des marchés (notamment du travail) à s'équilibrer. Un équilibre stable avec chômage est possible et seule une intervention peut permettre de le quitter

- *Clivages sur la délimitation conceptuelle des politiques de revenus:*
  - A: La politique de revenus comme l'application d'une formule d'ajustement ou d'indexation – la désindexation en étant la négation
  - B: La politique de revenus comme la mise en place d'une discipline applicable à certaines catégories ou à tous les revenus
  - C: La politique des revenus fondée sur la concertation (par exemple le modèle belge de concertation sociale) ou d'autres voies que le consensus (imposition d'autorité top-down)

- A: voir par exemple Sandretto, 1994, p. 237:
- « la politique des revenus est le plus souvent conçue comme la définition et l'essai de traduction en actes d'une norme destinée à contenir la progression des diverses catégories de revenus ou à fixer leur axe de gravitation par référence à l'EVOLUTION DES PRIX et/ou la PRODUCTIVITE DU TRAVAIL... Dans cette vision, le cœur de la politique des revenus consiste en l'application d'une formule d'ajustement ou d'indexation, partielle ou totale, automatique ou contractuelle, illimitée ou temporaire »
  - Exemple en Belgique: indexation automatique des salaires; pour des hausses en sus de l'inflation, débats entre patronat et syndicat pour un Accord Inter-Professionnel (avec référence à la norme salariale calculée par le Conseil Central de l'Economie)

- B: La politique des revenus ne peut s'appliquer à une seule catégorie de revenus (les salaires)
  - Ce serait donc une discipline applicable à TOUS les revenus: salaires, revenus non-salariaux, profits, revenus de la propriété (K, capital)
  - Elle ne peut se réduire à la seule maîtrise de l'évolution des salaires mais aussi à la politique des PRIX (par ce biais on vise à agir sur les marges bénéficiaires des entreprises – si on bloque les salaires et si les firmes peuvent hausser leurs prix, les entreprises hausseront leurs marges aux dépens des travailleurs)
  - Critiques du patronat contre le dirigisme sous-jacent et l'atteinte à la libre entreprise MAIS aussi des syndicats craignant que ces politiques soient une « police des salaires »

- **C: POLITIQUE DES REVENUS FONDEE SUR LE CONSENSUS OU L'AUTORITE?**

- Idée de consensus: la politique des revenus devrait viser la concertation voire la recherche d'un accord entre toutes les parties prenantes sur les modalités de partage de l'accroissement de la richesse nationale (cf. le modèle belge de concertation sociale avec négociations entre les grandes organisations syndicales et patronales)
- Mais en cas d'échec de ces négociations, l'urgence peut imposer des solutions plus directives, plus autoritaires (cf. en Belgique: menaces en cas d'échec des négociations interprofessionnelles d'imposer une solution d'en-haut, par le pouvoir politique; par exemple imposer la norme salariale du CCE).

# POLITIQUE DES REVENUS: VISION IDEALE ET DEFINITION CONCRETE

- POLITIQUE DES REVENUS IDEALE?
  - ELLE DEVRAIT SELON SANDRETTO (1994):
    - DEFINIR DURABLEMENT DES LIGNES D'EVOLUTION PRECISES
      - ECONOMIQUEMENT EFFICACES
      - SOCIALEMENT ACCEPTABLES
    - FAIRE PESER EQUITABLEMENT LES DISCIPLINES IMPOSEES A L'EVOLUTION DES REVENUS SUR TOUTES LES REMUNERATIONS
    - ASSURER QUE SON CONTENU ET SA MISE EN ŒUVRE SOIENT ACCEPTES PLUTÔT QUE SUBIS
    - RECOURIR PLUS A L'INCTITATION QU'A L'INJONCTION
  - CONDITIONS POUR ASSURER SA REUSSITE !

- La définition des conditions idéales (plan normatif) s'écarte de la vision positive (descriptive)
- **DEFINITION DE SANDRETTO (1994, p. 238):**
  - « Nous préférons définir la politique des revenus comme l'ensemble des moyens par lesquels les pouvoirs publics visent à agir – en vue d'atteindre les objectifs de politique économique – sur la formation des revenus, c'est-à-dire sur la formation de tout ou partie des REVENUS PRIMAIRES des agents, que cette action revête un caractère indicatif, contractuel ou impératif »

- QUELQUES REMARQUES:
  - POUVOIRS PUBLICS? L'Etat vu comme représentant de l'intérêt général...
    - Les libéraux – et les marxistes ! - contestent l'idée que l'Etat représente l'intérêt général de façon neutre et distanciée
    - L'Etat peut poursuivre les intérêts de puissance ou autres de ses membres (politiciens, fonctionnaires)
    - L'Etat peut être influencé par des groupes d'intérêt ! Les politiques définies peuvent aller dans le sens de certains groupes bien organisés (ex: agriculteurs en France) (Public Choice, Buchanan, 1964) ou des « classes dominantes » (Marx, 1867)

- IDEE SOUS-JACENTE QUE L'INTERVENTION DONNERA DE MEILLEURS RESULTATS QUE LE LAISSER FAIRE?
  - L'ETAT EST-IL BIENVEILLANT? Cf. supra
  - L'ETAT A-T-IL LA CAPACITE INFORMATIONNELLE DE VOIR CE QUI SE PASSE?
    - Capacité à collecter l'information en temps utile
    - Capacité à la traiter
  - L'ETAT A-T-IL LA CAPACITE DE TRANSCRIRE LE DIAGNOSTIC EN ACTIONS OU POLITIQUES OPTIMALES?
    - Intervenir serait pire que ne rien faire si mauvaise politique ou bonne politique appliquée avec un mauvais « timing »
  - CATTALAXIE (HAYEK): LA SOMME DES SAVOIRS EXPERTS SUR LE SOCIAL ET L'ECONOMIQUE RESTENT INFERIEURS A LA CAPACITE AUTOREGULATRICE DE LA SOCIETE ET DU MARCHE

# LA MESURE DES REVENUS: VUE MACROECONOMIQUE

- En économie: tout n'est pas que mesure – il y a des dimensions politiques, idéologiques, de choix social
- MAIS difficile de parler des niveaux de revenus, de leur évolution, des inégalités... sans CHIFFRES => nécessité de mesurer !
- ENJEU POLITIQUE: tendance des pouvoirs à obscurcir la transparence de l'information sur les revenus

- Par exemple, fin des années 90 on abandonne la « vieille » comptabilité nationale à la mode keynésienne au profit de l'approche SEC
- MAIS certaines choses qu'on pouvait mesurer avant (importance relative des revenus du travail et du capital échéant aux particuliers) ne le sont plus depuis les débuts de l'année 2000 => explique la présence de « vieux » chiffres dans ce cours.
- Une section explique l'approche SEC
- On se concentre ici sur l'optique des revenus de la comptabilité nationale (revenus, dépenses, production)

# **APPROCHE MACROECONOMIQUE: COMPOSANTES DU REVENU NATIONAL**

- **REMUNERATION DES SALARIES**
  - SALAIRES SECTEUR PRIVE
  - SALAIRES SECTEUR PUBLIC
- **REMUNERATION DES ENTREPRENEURS INDIVIDUELS ET SOCIETES DE PERSONNES**
  - AGRICULTURE, HORTICULTURE ET SYLVICULTURE
  - PROFESSIONS LIBERALES
  - COMMERCANTS ET ARTISANS INDEPENDANTS
  - REVENU DES SOCIETES DE PERSONNES

- REVENU DE LA PROPRIETE ECHEANT AUX PARTICULIERS (= REVENUS DU CAPITAL)
  - INTERETS
  - LOYERS
  - DIVIDENDES, TANTIEMES, DONS
- BENEFICES NON DISTRIBUES DES SOCIETES
- IMPOTS DIRECTS DES SOCIETES
- REVENUS DE LA PROPRIETE ET DE L'ENTREPRISE ECHEANT A L'ETAT
- INTERETS A DEDUIRE: sur la dette publique et les crédits à la consommation
- **TOTAL:  $Y =$  REVENU NATIONAL NET AU COUT DES FACTEURS**

# RAPIDE SURVOL SUR L'OPTIQUE DES REVENUS DANS LA COMPTABILITE NATIONALE

- L'idée centrale: activité économique d'un pays ramenée à un CIRCUIT:
  - Des BIENS et SERVICES sont PRODUITS (optique de la production) AU MOYEN d'INPUTS (entrants matériels: matières premières, énergie...) par le biais du SERVICE PRODUCTIF DES FACTEURS DE PRODUCTION K ET L (capital et travail)
  - EN ECHANGE, DES REVENUS SONT VERSES AUX FACTEURS ( $Y_k$  et  $Y_l$ ) (optique des revenus)
  - QUI SONT DEPENSES SUR LES BIENS PRODUITS (totalement si pas d'épargne)

- GROSSO MODO – sans fuite en épargne et en importations – LA VALEUR DE CE QUI EST PRODUIT EGALE CELLE DES REVENUS VERSES AUX FACTEURS QUI EGALE CELLE DES DEPENSES !
- OPTIQUE DE LA PRODUCTION:
  - Calcul de la valeur de la production (marchande, échangée sur des marchés et évaluée à des prix de marché) sur une année, réalisée par des agents économiques nationaux (PNB) ou à l'intérieur des frontières (PIB)

- Il faut éviter les double-comptages et tenir compte des interdépendances sectorielles !
  - Par exemple, on ne sommera pas la valeur de la production de blé avec celle de farine et celle de pain, car une part de la valeur du blé se retrouve dans celle de farine, et une part de cette dernière se retrouve dans le pain !
- On recourt donc à la notion de VALEUR AJOUTEE (valeur ajoutée aux inputs matériels par les facteurs de production K et L)
- La VALEUR AJOUTEE = VALEUR DE LA PRODUCTION (OUTPUT) *MOINS* CELLE DES ACHATS AUX AUTRES SECTEURS (INPUTS MATERIELS)

- OPTIQUE DES DEPENSES
  - ENSEMBLE DES DEPENSES SUR LES BIENS FINALS
  - BIEN FINAL: UTILISE PAR UN MENAGE POUR SA CONSOMMATION
  - BIEN INTERMEDIAIRE: SERT D'INPUT MATERIEL ET EST DESTINE A ETRE TRANSFORME
- OPTIQUE DES REVENUS
  - LE TRAVAIL ET LE CAPITAL SONT REMUNERES POUR LEURS SERVICES PRODUCTIFS (SALAIRES ET PROFITS)
- IDENTITE DES TROIS OPTIQUES: « somme des valeurs ajoutées » = « somme des revenus » = « somme des dépenses sur biens finals »

# OPTIQUE DES REVENUS STRICTO SENSU

- Rappel: PIB versus PNB
  - PIB = somme des valeurs ajoutées BRUTES de toute l'économie = mesure de la production finale totale de biens et services dans l'économie
  - PNB = PIB + Revenu Net (Rnet = solde des paiements versés par le reste du monde aux résidents belges MOINS les paiements versés par les résidents belges au reste du monde)
- Du PNB au revenu national Y ?

- PIB et PNB sont calculés AUX PRIX DU MARCHE (prix tels qu'ils se présentent sur le marché) (P.M.)
- Dans l'optique des revenus, les REVENUS sont en gros les revenus des facteurs de production, d'où l'expression « AUX COUTS DES FACTEURS » (évaluation de la valeur des services productifs des facteurs) (C.F.)
- DONC:  $P.M. = C.F. + (T_i - \text{Subsides})$  où  $T_i$  = impôts indirects (touchent directement les choses vendues, indirectement les personnes) et Subsides = subventions aux entreprises (qui peuvent réduire leurs prix d'autant)

- BRUT versus NET ?

- « Brut » = « de remplacement » + « net »

- Exemple avec l'investissement (accroissement des moyens de production – pour faire simple: machines):

- Soit un parc de 10 machines utilisées pour produire
    - Fin d'année: une machine usée doit être remplacée. L'achat de cette machine maintient constante la capacité de production de la firme = l'investissement de remplacement (on garde une somme pour cela: la provision d'amortissement)
    - Si j'achète une machine en plus j'augmente mes capacités de production qui sont maintenant de 11 machines contre 10 l'an passé: investissement net
    - Investissement TOTAL = 1 (remplacement) + 1 (net)

- Le REVENU NATIONAL est considéré NET – c'est-à-dire qu'on ne tient compte que de la rémunération des services productifs des facteurs qui ont fait réellement augmenter la production par rapport à son niveau antérieur, c'est-à-dire SANS les amortissements des biens de capital fixe (A) qui ne constituent en aucune manière un revenu !
- $Y = \text{PNBpm} - A - (\text{Ti} - \text{Subsides})$
- $Y = \text{PNNpm} - (\text{Ti} - \text{Subsides})$

# LES COMPOSANTES DU REVENU NATIONAL EN BELGIQUE EN 1997

- REMUNERATIONS DES SALARIES YL = 111 552 MILLIONS D'EUROS EN 1997
  - Représentent 64,13% du revenu national
  - Grosso modo  $YL/Y = 2/3$  et  $YK/Y = 1/3$
  - Se décompose en salaires du privé et salaires du public:
    - Salaires et traitements du privé: 76 525 millions d'euros en 1997, soit 68,6% du total de YL
    - Rémunération du secteur public: 27 119 millions d'euros en 1997

- SALAIRES ET TRAITEMENTS DU PRIVE (76 525 Mo EUROS): PRECISIONS

- Décomposition:

- Salaires BRUTS: 58 081 millions d'euros
- Cotisations patronales de sécurité sociale: 18 443 Mo euros

- $YL_{\text{privé}} = Wb + \text{Cotisations patronales}$

- Notion de coût salarial (pour l'employeur) = le coût que représente un travailleur pour le patron (entreprise)

- Différence entre le coût d'un salarié pour l'entreprise et le revenu net touché en fin de mois (salaire poche)

- **COÛT SALARIAL EMPLOYEUR = WB + ONSS pat + PRIMES**
  - WB: salaires bruts, définis par exemple en termes de l'expérience et de la fonction, ou en termes de la performance individuelle
  - ONSS pat: cotisations patronales à la sécurité sociale (environ 35% du salaire brut) = salaire INDIRECT (à partir de ces cotisations – et celles du travailleur – l'ONSS opère des versements aux travailleurs en fonction de leurs besoins: pension, chômage, allocations familiales...)
  - PRIMES: par exemple allocation de fin d'année, pécule de vacances
- **SALAIRE NET (POCHE, EN MAINS):  $WN = WB - ONSS\ trav - Td$** 
  - ONSS trav: cotisations du travailleur à l'ONSS: 13,07% de WB
  - Td: impôts directs (taux varie en fonction du revenu => souci de redistributivité... En Belgique, tendance vers un « flat rate » très élevé (0.40 voire 0.55 du WB))

- SALAIRES INDIRECTS= intégralité des cotisations à la sécurité sociale (environ moitié du salaire brut) càd à l'ONSS (48% des WB)
- $W \text{ ind} = \text{ONSS pat} + \text{ONSS trav}$
- En 1997:
  - ONSS pat = 18 443 Mo euros
  - ONSS trav = 9 445 Mo euros
- SALAIRES DIRECTS = salaires bruts MOINS les cotisations versées par les travailleurs à l'ONSS
- En 1997:
  - W directs: 48 637 Mo euros (63%)
  - W indirects: 27 888 Mo euros (37%)
- FONCTION DES SALAIRES INDIRECTS:
  - Cotisations – patronales et salariales – versées à l'ONSS (Office National de Sécurité Sociale) (A.R. 28 décembre 1944)

- L'ONSS perçoit des COTISATIONS (PARAFISCALITE) et un financement de l'Etat (FISCALITE)
- Mécanisme d'assurance: on cotise quand on est jeune, au travail et en bonne santé (situation générale) et on touche des allocations dans diverses situations (« exceptionnelles »): perte d'emploi (allocations de chômage), maladie et accidents du travail (remboursement des médicaments et soins de santé), vieillesse, enfants, vacances annuelles.
- Concrétisation d'un principe de solidarité entre actifs occupés et chômeurs, bien-portants et malades, jeunes et personnes âgées, ceux qui ont des enfants et les autres...
- Mais répond aussi à une logique économique de soutien à la demande globale via revenus de substitution (logique keynésienne)

- FONCTION DES SALAIRES DIRECTS: permet au salarié de se loger, de se vêtir, se nourrir, satisfaire ses besoins quotidiens et éventuellement épargner
- **MODELES DE SECURITE SOCIALE**
  - PLACE RELATIVE DE LA FISCALITE ET DE LA PARAFISCALITE VARIE
    - Pays où les COTISATIONS dominant (France, Belgique, PB, Grèce...)
    - Pays où la FISCALITE domine (Danemark, à 80%; Irlande, UK...)
  - REDISTRIBUTION
    - Entre les personnes en bonne situation et les autres
    - Celle liée au revenu (cotisations proportionnelles au revenu et allocations fonction du risque)

- REMUNERATIONS DU SECTEUR PUBLIC: 27 119 Millions d'euros (1997): YL,G (26,1% de YL)
  - Rémunérations = Rémunérations s.s. + pensions + charges sociales
  - Postes:
    - Administrations publiques 11 180 41,2%
    - Enseignement 11 204 41,3%
    - Entreprises publiques et parapubliques 6 321 23,3%
    - Forces armées 2 033 7,5%
    - Rémunération du personnel temporaire - 3 619
  - Rémunérations du personnel temporaire: repris dans le privé
  - Enseignement (libre et officiel): près de 41% des rémunérations payées par les pouvoirs publics
- CORRECTIONS et COMPLEMENTS: 7 561 Mo Euros